



## Le business perpétuel de la guerre

Par [Leonid Savin](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2018

[Oriental Review](#) 26 avril 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#),

[Militarisation](#)

Peu avant son attaque contre la Syrie, les États-Unis ont [déclassifié](#) leur «Rapport sur les cadres juridiques et politiques guidant l'utilisation de la force militaire et des opérations de sécurité nationale par les États-Unis». Le mot « guerre » n'est jamais utilisé officiellement, comme vous pouvez le constater, parce que la procédure de déclaration de guerre est un processus plutôt compliqué.

Selon le rapport, « des forces US restent en Afghanistan pour empêcher la réapparition de zones de sécurité qui permettent aux terroristes de menacer les États-Unis ou leurs intérêts. » En ce qui concerne l'Irak et la Syrie, la situation est très similaire. Les forces armées américaines sont déployées « pour mener des opérations contre l'EIL avec des forces terrestres indigènes ». Une formulation aussi évasive à l'égard du second groupe suggère qu'il s'agit d'une référence non seulement aux terroristes, mais aussi aux troupes gouvernementales syriennes. Cela est confirmé un peu plus loin dans le document, où il est dit que « les forces armées américaines participant à la campagne de défaite de l'EI en Syrie ont effectué un nombre limité de frappes contre le gouvernement syrien et les forces gouvernementales pro-syriennes. » Quant aux divisions kurdes, seuls les peshmergas irakiens sont mentionnés, bien qu'en Syrie, les États-Unis aient également fourni une assistance militaire aux unités kurdes du SDF.

Seul un contingent relativement petit de troupes américaines a été affecté au Yémen, où elles mènent des opérations contre les branches locales d'Al-Qaïda. En plus de participer à des opérations de combat, les États-Unis fournissent une assistance logistique à partir de l'Arabie Saoudite contre les rebelles Houthis.

En Somalie, les États-Unis mènent à la fois des frappes aériennes et des opérations terrestres, ce qui inclut la coopération avec la mission de l'Union africaine en Somalie. Les États-Unis ont désigné Al-Qaïda, l'EI et Al-Shabaab comme cibles militaires.

La Libye a surtout été la cible de frappes aériennes qui sont censées être coordonnées avec le gouvernement libyen de l'Accord national.

Le septième pays mentionné dans le document n'apparaît pas souvent dans les divers reportages sur les hostilités militaires. C'est le Niger, et la raison officielle de la présence de l'armée américaine est de former, d'assister et de conseiller le gouvernement local dans la lutte contre l'EI. De plus, il indique que « les forces partenaires des États-Unis et du Niger ont répondu par la force armée en état de légitime défense ».



Général Wesley Clark

En 2007, le général Wesley Clark a [déclaré](#) dans une interview à la télévision qu'après l'attaque de New York en 2001, les États-Unis prévoyaient de mener sept guerres dans la région du Moyen-Orient pendant cinq ans. Le Pentagone commencerait par l'Irak et se dirigerait ensuite vers la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran.

Le fait est que tous ces pays, à l'exception de l'Iran, ont fait l'objet d'une agression directe ou indirecte et de pressions politiques de la part des États-Unis et de leurs satellites. Il y a des forces militaires américaines qui restent stationnées dans certains d'entre eux encore à ce jour.

En ce qui concerne le cadre juridique, qui est basé à la fois sur le droit local et sur le droit international, ce document indique qu'aucun changement ne s'applique à la présence et aux actions des forces armées américaines dans ce pays. Ce n'est qu'au Yémen que certaines restrictions sont en place. La section sur la capture et la détention des citoyens de divers pays qui sont pris dans les zones de conflit, ainsi que la tristement célèbre prison de Guantanamo, comprend une déclaration similaire. Malgré le fait que cette prison est même physiquement située dans une partie illégalement occupée de Cuba à Guantanamo Bay, Washington continue de soutenir que « les opérations de détention à Guantanamo Bay sont légales, sûres, humaines et conformes au droit américain et international ».

### **Guerre longue ou guerre perpétuelle ?**

Pour comprendre la pratique américaine de la guerre, il faut se tourner vers les études systématiques qui ont été faites sur ce sujet, car ce rapport est une continuation logique de la recherche et développement stratégique menée par les institutions académiques et militaires américaines. En 2008, la RAND Corporation a publié une étude intitulée « [Développer l'avenir de la guerre longue : motivations, perspectives et implications pour l'armée américaine](#) ». Le document a été rédigé sur la base des prévisions les plus pessimistes, c'est-à-dire l'hypothèse que les États-Unis seront impliqués dans des conflits contre un monde musulman unifié qui cherchera à supplanter la domination occidentale jusqu'en 2020 au moins, ce qui rendra nécessaire l'identification des ambiguïtés et des acteurs de cette guerre, ainsi que de la façon dont elle pourrait se dérouler et élaborer des stratégies potentielles pour faire face à ce scénario.



Les auteurs du rapport suggèrent que des méthodes telles que la capitalisation du conflit sunnite-chiite soient utilisées pour influencer les ennemis américains dans une future longue guerre. Par exemple, le renforcement des régimes traditionnels sunnites de la région est suggéré comme un moyen de contenir l'Iran et limiter son influence au Moyen-Orient et dans le golfe Persique.

Une autre proposition est que les États-Unis pourraient adapter leur stratégie pour se concentrer davantage sur le long terme, en s'appuyant moins sur l'agression forcée au Moyen-Orient. Selon cette option, le Département d'État, l'USAID, le Peace Corps, le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Justice pourraient devenir les principaux acteurs de cette nouvelle stratégie américaine.

Il est révélateur que le terme « guerre longue » n'ait pas simplement été ajouté à la longue liste des nombreuses autres analyses théoriques, mais qu'il ait plutôt été transformé en un concept qui fait partie du langage courant de l'establishment actuel de Washington. Cela a été confirmé par le témoignage relativement récent présenté par Seth Jones le 27 avril 2017 devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre, le sous-comité sur le terrorisme, la non-prolifération et le commerce, intitulé [«Gérer la longue guerre: la politique américaine envers l'Afghanistan et la région.»](#)

Étant donné que l'Afghanistan est situé dans une importante région géopolitique – entre l'Iran et le Pakistan et relativement proche des États d'Asie centrale de l'ex-URSS – ce pays est condamné à faire l'objet d'une guerre américaine longue et peut-être perpétuelle.

Mais apparemment, le Pentagone se prépare à mener une guerre sans fin sur trois fronts – non seulement en Afghanistan, mais aussi contre la Chine et la Russie. C'est du moins [ce que prétend le professeur Michael Klare](#), qui appelle cette évolution des événements «une invitation vers le désastre» et met en garde les responsables de Washington, leur demandant de réfléchir sérieusement avant de s'engager dans des stratégies impliquant l'usage de la force.

### **La guerre c'est du business**

Le 16 avril 2018, on a appris que certains sénateurs américains rédigeaient un nouveau projet de loi sur l'[autorisation de guerre](#). Ses auteurs sont les Sénateurs [Bob](#)

[Corker](#), R-Tenn. et [Tim Kaine](#), D-Va. et ses co-sponsors sont les Sénateurs [Chris Coons](#), D-Del, [Jeff Flake](#), R-Ariz, [Bill Nelson](#), D-Fla, et [Todd Young](#), R-Ind. Le projet de loi réglerait le pouvoir du président de mettre les forces armées américaines en service. Mais si l'on se donne la peine d'examiner même un peu tout le travail effectué par les entrepreneurs de la défense et les décisions politiques liées aux opérations de combat, on peut rapidement voir qu'il y a un lien précis entre les deux. Par conséquent, de telles restrictions peuvent non seulement être de nature politique, mais aussi viser des intérêts commerciaux. Les deux frappes de missiles américaines en Syrie (avril 2017 et avril 2018) ont utilisé des missiles Tomahawk, fabriqués par la société américaine Raytheon. En avril 2017, lorsque les États-Unis ont attaqué une base aérienne syrienne (tirant 59 missiles de croisière Tomahawk), [Raytheon a bondi de 3%](#) avant de réduire son gain de moitié, mais a clôturé au-dessus de sa moyenne mobile de 50 jours et un point d'achat de base plat de 152,68. Cela a remis les actions dans la fourchette d'achat. D'autres entrepreneurs du Pentagone, tels que Lockheed Martin, Northrop Grumman et Boeing, ont également progressé. Fait intéressant, après le 11 avril 2018, les [actions de Raytheon ont commencé à grimper](#), passant de 219 \$ par action à 228 \$ le 17 avril. Et ce, malgré le fait que la plupart des Tomahawks n'aient pas atteint leur cible.



*Le Sénat américain*

On aurait pu penser que cela aurait permis à la société russe Rosoboronexport de mieux se positionner puisqu'elle fournit des systèmes d'armes à la Syrie (certains de ces systèmes empêchaient les Tomahawks d'atteindre leur cible), mais pas Raytheon dont les produits étaient virtuellement ratés. Cependant, le 16 avril, les sociétés russes ont souffert d'une mauvaise journée sur le marché boursier en raison des dernières sanctions américaines, les analystes financiers affirmant que [Rosoboronexport, avec Rusal, a été le plus durement](#)

[touché](#). Et ce malgré le fait que les produits militaires de Russie soient en forte demande sur le marché mondial des armes. En d'autres termes, il existe un autre type de mécanisme qui permet de manipuler les cours des titres et les taux de change. Et bien sûr, en [2015 Business Insider a signalé](#) que le portefeuille de placements de Donald Trump comprenait des actions de Raytheon. À l'époque, un certain nombre de publications [suggéraient](#) que [les intérêts financiers de Trump](#) profitaient de la frappe de missiles de 2017. Si quelqu'un a un poids administratif et l'aide de sociétés de courtage, une campagne militaire pourrait être utilisée pour l'enrichissement personnel. Et tout cela pourrait être qualifié de «défense des intérêts nationaux» ou de «protection de la démocratie».

Le marché du pétrole a également réagi à l'attaque contre la Syrie. [Le prix du pétrole brut a bondi](#). Les analystes ont expliqué cela comme un effet secondaire du danger potentiel que le conflit pourrait dégénérer, affectant ainsi l'ensemble du Moyen-Orient. Et cela pourrait compromettre les approvisionnements existants. Mais ces prix avaient changé avant que les États-Unis et la Grande-Bretagne lancent leur attaque de missile. Dès le 11 avril, le baril de Brent [atteignait 71,96 dollars](#) le baril, son plus haut niveau depuis décembre 2014. Si l'on suit la dynamique des prix du pétrole et le travail des compagnies pétrolières et des négociants sur le marché mondial, il est facile de voir qui a profité de cette hausse des prix.

Étant donné que le système politique américain est basé sur des « triangles de fer » - les intérêts croisés des sociétés, des représentants du gouvernement et des groupes d'intérêt -, il est peu probable qu'une décision vraiment sensée soit prise aux États-Unis en ce qui concerne l'utilisation de la force armée qui permettrait de résoudre les conflits par la diplomatie. Les intérêts du complexe militaro-industriel américain sont clairement plus impérieux que ceux des organisations spécialisées dans les négociations et les consultations. La guerre (ou, pour reprendre la rhétorique officielle : « opérations militaires à l'étranger ») sera longue, perpétuelle et lucrative pour les nombreux acteurs impliqués.

Leonid Savin

Article original en anglais : [Perpetual Business Of War](#), Oriental Review, le 26 avril 2018

Traduction : [Avic](#) - [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)

Copyright © [Leonid Savin](#), [Oriental Review](#), 2018

---

Articles Par : [Leonid Savin](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)